

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées de Paris et des
Hauts-de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 25/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL (ex GALLOO, ex COUDERC GUYEU)

7 AV JEAN JAURES

BP 49

92320 CHATILLON

n° Dossier : 31706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement REVIVAL (ex GALLOO, ex COUDERC GUYEU) implanté 7 AV JEAN JAURES BP 49 92320 CHATILLON. L'inspection a été annoncée le 11/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL (ex GALLOO, ex COUDERC GUYEU)
- 7 AV JEAN JAURES BP 49 92320 CHATILLON
- Code AIOT dans GUN : 0007405234
- Régime : Autorisation

REVIVAL exploite une plateforme de tri, transit de déchets sur la commune de Châtillon. La société a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire du 23/12/2021 suite à la modification des conditions d'exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'actualité relative à votre activité et situation administrative ;
- les suites de la dernière inspection en date du 11/02/2019 ;
- la prévention de la pollution atmosphérique ;
- les rejets aqueux ;

- la gestion des déchets ;
- la prévention des risques technologiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Gestion des ouvrages de traitement des effluents aqueux	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 4.4.3	/	Lettre de suite préfectorale
Plan des réseaux	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 4.3.2	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale
Localisation des risques	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Rétentions et confinement	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.5.2	/	Lettre de suite préfectorale
Rétentions et confinement	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.5.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Voies de circulation	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 3.1.4	/	Sans objet
Valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 4.5.3	/	Sans objet
Exploitation des installations d'entreposage des déchets	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 5.3	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
Transport des déchets	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 5.6	/	Sans objet
Etiquetage des substances et mélanges dangereux	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 6.2	/	Sans objet
Contrôle des accès	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.2.4	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
Circulation dans l'établissement	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.2.5	/	Sans objet
Installations électriques	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.4.1	/	Sans objet
Moyen d'intervention en cas d'accident	AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site Revival a mené à la formulation de 5 non-conformités. Celles-ci concernent

l'absence de rétention de la cuve double peau réceptionnant les boues issues du traitement des eaux, le remplissage des bordereaux de suivi des déchets (le cadre 9 concernant la déclaration générale de l'émetteur du bordereau n'étant pas signée par l'exploitant) et les plans des réseaux et des localisation des risques (qui sont en partie incomplets). Ces non-conformités ne représentent pas de risque immédiats pour l'environnement et font donc l'objet d'une proposition de lettre préfectorale de suite.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Voies de circulation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : <ul style="list-style-type: none"> • les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées, • Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation, • les surfaces où cela est possible sont engazonnées. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.
Constats : Les voies de circulation sont maintenues propres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des ouvrages de traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant transmet les bordereaux d'évacuation des hydrocarbures datés du 03/12/21 et du 26/11/2021. Sur le BSD du 03/12/2021, le cadre 9 qui concerne la déclaration de l'émetteur du bordereau n'est pas rempli. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le BSD d'évacuation des hydrocarbures du 03/12/2021 entièrement complété et de veiller à toujours disposer de BSD complets conformément à l'article 4.4.3 de l'arrêté du 23/12/2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission dans l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 4.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Prescription contrôlée : MES : 600 mg/l DCO : 2000 mg/l Arsenic et ses composés : 25 µg/l Cadmium et ses composés : 25 µg/l Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) : 0,1 mg/l (dont Cr VI+ : 50µg/l) Cuivre et ses composés (en Cu) : 0,150mg/l Mercure et ses composés (en Hg) : 25 µg/l Nickel et ses composés : 0,2 mg/l Plomb et ses composés (en Pb) : 0,1 mg/l Zinc et ses composés (en Zn) : 0,8mg/l Fluor et composés (en F) (dont fluorures) : 15 mg/l Indice phénols : 0,3 mg/l Cyanures libres : 0,1 mg/l Hydrocarbures totaux : 10 mg/l Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) 25 µg/l (somme des 5 composés visés) Benzo(a)pyrène : 25 µg/l (somme des 5 composés visés) Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène : 25 µg/l (somme des 5 composés visés) Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène : 25 µg/l (somme des 5 composés visés) Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) : 1 mg/l PCB*: 0,05 mg/l * Somme des 7 PCB : PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180
Constats : L'exploitant déclare ses rejets sur Gidaf. Ceux-ci sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,<ul style="list-style-type: none">• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant dispose d'un ballon obturateur dans la partie du site comprenant le séparateur à hydrocarbures. Cependant, celui-ci n'apparaît pas sur le plan des réseaux du site. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan des réseaux du site, conformément à l'article 4.3.2 de l'arrêté du 23/12/2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Exploitation des installations d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées. En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.
Constats : La gestion des déchets est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transport des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.[...]
Constats : L'exploitant transmet par courriel du 24/02/2022 le registre de déchets sortants du mois de janvier 2022 ainsi qu'un BSDD du 07/01/2022 concernant l'évacuation de batteries. Les éléments transmis sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etiquetage des substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.
Constats : Les fûts et réservoirs du site sont étiquetés, conformément aux prescriptions applicables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan du site dans lequel sont représentées les zones de dangers. Cependant, celui-ci manque de clarté quand à la localisation et au type de danger associé. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan des zones de dangers du site, conformément à l'article 8.2.1 de l'arrêté du 23/12/2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Contrôle des accès

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Le site est bien clôturé, conformément à l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : L'exploitant respecte les prescriptions de l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électriques du 19/08/2021 qui fait état de 7 observations. Par courriel du 25/02/2022, l'exploitant transmet l'attestation de mise en conformité réalisée par ADSL Industrie en date du 08/10/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un système de traitement des eaux hors sol. Les huiles issues du traitement sont stockées dans une cuve double peau. Cependant, celle-ci n'est pas sur rétention. La cuve n'étant pas équipée d'un détecteur de fuite, un défaut de la première peau pourrait passer inaperçue par l'exploitant. Il est demandé à l'exploitant d'installer une rétention sous la cuve de stockage des huiles issues du traitement, conformément à l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : [...] IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]
Constats : Durant la visite, l'inspection a constaté que l'une des bennes destinée à stocker des batteries était trouée. Celle-ci n'étant plus étanche, elle doit être évacuée par l'exploitant, conformément à l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2021. Il est demandé à l'exploitant de faire évacuer la benne défectueuse vers une filière adaptée et de transmettre le bon d'évacuation correspondant à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Moyen d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2021, article 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant transmet les rapports d'intervention de maintenance des moyens de lutte contre l'incendie : RIA, extincteurs (contrôles du 25/03/2021) et poteaux incendie (contrôle du 01/03/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet